



Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210325-DLM2021_32-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-032 - Séance du 25/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
A l'unanimité	0

L'an 2021, le jeudi 25 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 19 mars 2021.

Monsieur Xavier POTAVIN est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL, Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Ludovic DUCAMP, Josiane DEVESA pouvoir à Philippe MARTY, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Damien CORDEAU pouvoir à Emilie CHENOT, Claire VITOU pouvoir à François RODENAS, Valérie DALMAS pouvoir à Martin FAURE, Nadine GUILLON pouvoir à Bernard VIDAL, Christophe DOLL pouvoir à Patricia VANGREVELYNGHE, Olivier DURIX pouvoir à Olivier TAPIE.

N° DLM-2021-032 - CONSTITUTION DE PROVISIONS

Vu l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif à la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire,

Les provisions sont obligatoires pour des cas et dans des conditions précises. Elles sont à constituer, sur la base de la survenance de risques réels :

- En cas de litige, dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision doit être impérativement constituée par délibération de l'assemblée délibérante. Cette provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. Lorsque le risque se concrétise, il convient de reprendre la provision et de régler la condamnation. Si le risque est écarté, la provision est reprise par une recette de la section de fonctionnement :
- Dès l'ouverture d'une procédure collective, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimée par la commune. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune en fonction du risque financier encouru.
- En cas de recouvrement compromis des restes à recouvrer vis-à-vis d'un tiers, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.
- En dehors, de ces cas, la collectivité peut décider de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré.

La constitution d'une provision entraîne l'inscription de dépenses en section de fonctionnement au compte 68.

La constitution d'une provision pour litiges n'équivaut en aucun cas à la reconnaissance quelconque par la commune des sommes prétendument dues.

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

Il est proposé pour l'exercice 2021 de constituer les provisions suivantes :

- | | |
|----------------------------|--------|
| - Créances douteuses | 1 200€ |
| - Litiges et contentieux : | 3 000€ |

Le conseil municipal,

Sur le rapport de Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, à la commande publique et à l'administration générale :

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 25 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

